**Conférence mondiale d’IndustriALL Global Union « Industrie 4.0 : Implications pour les syndicats et la politique industrielle durable »**

**26 – 27 octobre 2017, Genève, Suisse**

**PLAN D’ACTION**

Au sein de l’économie sans frontières, mondialisée et connectée qui émerge actuellement, seule la formulation de nouvelles stratégies permettra de maintenir et accroître l’importance du mouvement syndical mondial.

La résolution politique adoptée lors du deuxième Congrès d’IndustriALL Global Union tenu à Rio de Janeiro, Brésil, du 5 au 7 octobre 2016, a évoqué le concept « Numérisation et Industrie 4.0 » et il a été décidé de formuler une politique industrielle durable sur le thème Numérisation et Industrie 4.0, de militer contre une transformation qui ne serait pas associée à une justice sociale plus que nécessaire et d’appuyer une Juste Transition  pour les travailleurs concernés.

La politique industrielle durable doit se fonder sur une évaluation de l’orientation à suivre pour parvenir à la société telle que nous la souhaitons, plutôt que d’aspirer vers une société qui ne serait favorable qu’à un petit nombre.

**IndustriALL Global Union souhaite pour le travail un avenir qui englobe les effets positifs que Industrie 4.0 peut apporter à l’ensemble de la société tout en veillant à ce que les travailleurs n’aient pas à assumer les dettes sociales des entreprises, face à des gouvernements qui se refusent à faire de cette transition une initiative socialement responsable. Nous ne pouvons accepter que les profits soient privatisés et les coûts partagés.**

**Lorsque la numérisation et les technologies de pointe sont présentées comme avantageuses par les employeurs ou les gouvernements, nous devons nous interroger sur l’avantage que représente réellement leur introduction pour les travailleurs et la société au sens large. Nous devons mettre la technologie à notre service et pas simplement permettre à Industrie 4.0 de définir une nouvelle vague d’intensification du travail et de progression du travail précaire.**

**Nous devons encourager des réponses collectives à la technologie et limiter le pouvoir du capital et son aspiration à promouvoir l’inégalité. Nous exigeons que les gouvernements des nations développées prennent aussi en compte les conséquences possibles pour les économies des pays en développement : il est clair que les stratégies syndicales nationales doivent également tenir compte des autres intérêts nationaux dans cette économie mondialisée.**

**Pour permettre aux syndicats de conserver leur force et leur pertinence, de nouvelles idées et structures sont nécessaires – il faut inventer le concept « Syndicat / Main-d’œuvre 4.0 » et l’appliquer en vue de répondre aux retombées de Industrie 4.0.**

Dans ce contexte politique :

* Suite à sa réunion des 26-27 octobre 2017 à Genève, Suisse, à laquelle ont assisté plus de 100 délégués issus de plus de 60 syndicats nationaux affiliés dans une quarantaine de pays de tous les continents ;
* Suite aux échanges et débats menés durant deux jours à propos des implications d’Industrie 4.0 pour les syndicats et la politique industrielle durable ;
* Compte tenu des cinq objectifs stratégiques d’IndustriALL Global Union et des buts approuvés par son Congrès de 2016 à Rio de Janeiro ;

La Conférence mondiale recommande le Plan d’action suivant afin de relever les défis posés par Industrie 4.0 :

**1. Consolider le pouvoir syndical :**

* Diffuser, à travers les réseaux régionaux et nationaux, les objectifs et le programme opérationnel associés à la Politique industrielle durable d’IndustriALL Global Union à l’aide d’ateliers et conférences, selon les circonstances, afin de sensibiliser et de renforcer les capacités des affiliés à faire pression et lutter sur ces questions ;
* Encourager les affiliés à formuler des politiques appropriées du marché du travail, y compris en améliorant les politiques en matière d’éducation nationale, de formation ou recyclage et de renforcement des capacités, compte tenu de l’évolution des compétences et qualifications requise au titre d’Industrie 4.0, et les encourager également à faire partie du processus de conception et de prestation de ces dispositifs d’éducation et de formation ;
* Redoubler d’efforts pour atteindre et organiser les jeunes travailleurs, les femmes actives et les travailleurs précaires ;
* Élaborer une stratégie de communication et de mise en œuvre permettant aux syndicats d’identifier comment organiser les travailleurs dans les professions et les métiers nouveaux et non-traditionnels.

**2. Affronter le capital mondial :**

* Améliorer la communication et la mise en réseau au niveau mondial, régional, national et au niveau des entreprises, et veiller à ce que toutes les discussions pertinentes tiennent compte des retombées d’Industrie 4.0 ;
* Élaborer des lignes directrices aux fins du processus de négociation, précisant les éléments d’une politique industrielle durable, qui intègre les questions associées à Industrie 4.0 à chacune de ses dimensions économiques, sociales et environnementales ;
* Exiger que les accords-cadres mondiaux actuels et futurs abordent les opportunités tout autant que les défis associés à Industrie 4.0.

**3. Défendre les droits des travailleurs et travailleuses :**

* Formuler et mettre en œuvre un programme de Juste Transition  cohérent et détaillé dans le cadre des débats avec les gouvernements et les entreprises ;
* À mesure que progresse la numérisation du lieu de travail, de nouveaux droits doivent être revendiqués pour toutes les catégories de travailleurs, qu'ils soient cols bleus ou cols blancs:
	+ Le droit à l’information et le droit de consultation par les représentants des travailleurs, au niveau local, régional, national et international ;
	+ Le droit à l’éducation et à la formation – formation tout au long de la vie ;
	+ Le droit à des niveaux de protection de la vie privée, au travail et chez soi.
* Rejeter le chantage professionnel et contrer les pressions et actions antisyndicales de l’employeur ;
* Interagir activement avec l’OIT ainsi que les Nations Unies et d’autres institutions internationales afin de garantir que l’engagement en faveur du travail décent énoncé dans les Objectifs de développement durable (ODD) tienne pleinement compte des retombées d’Industrie 4.0 et veiller à ce que cet engagement ne se traduise pas simplement par des inégalités accrues ni ne crée de nouveaux obstacles au développement ;
* Inclure une perspective de genre dans la discussion et l’élaboration de politiques relatives à Industrie 4.0, notamment dans la discussion et la conception des stratégies touchant à l’éducation, à l’apprentissage tout au long de la vie et à la lutte contre la discrimination.

**4. Combattre le travail précaire :**

* Mener des recherches et des études portant sur l’évolution de la nature de l’emploi dans le contexte d’Industrie 4.0 et proposer de l’aide et des conseils aux affiliés ;
* Élaborer des programmes visant à atteindre les travailleurs précaires dans les nouveaux environnements de travail suscités par l’Industrie 4.0, dans le but de leur permettre d’exprimer leurs préoccupations et les difficultés rencontrées, et chercher à les organiser au travers de projets spécifiques ;
* Offrir aux affiliés des possibilités d’échange d’expériences en vue de résoudre les problèmes des travailleurs et travailleuses précaires.

**5. Créer de l’emploi industriel durable :**

* Poursuivre les travaux visant à affiner le contenu de la politique relative à Industrie 4.0 et le concept de Juste Transition ;
* Intégrer les questions relatives à Industrie 4.0 dans le Plan d’action associé à la Politique industrielle durable d’IndustriALL ;
* Veiller à ce que les travailleurs aient voix au chapitre au niveau mondial, régional, national et au niveau des entreprises, dans le contexte des échanges autour d’Industrie 4.0 ;
* Entrer en partenariat avec d’autres institutions et organisations, selon qu’il convient, afin de mieux comprendre et d’exercer une influence dans le cadre de ces débats importants ;
* Exiger que les employeurs nous consultent pleinement eu égard à la mise en œuvre de ces technologies, quand le sort de millions de travailleurs, leurs familles et leurs communautés, est en jeu.